

S.F.D.I. – COLLOQUE DE LYON

**RÉSUMÉ**

La présente contribution s'attarde sur l'association de trois notions : lutte contre la corruption, bonne gouvernance et développement et arrive à la conclusion que l'abandon des règles du droit international du développement et la référence aux concepts de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption procèdent d'un changement de paradigme. Le droit au développement ne s'est pas renié, c'est sa signification et son contenu qui ont changé. Alors qu'il était conçu au départ comme un droit à la fois individuel et collectif, ses deux composantes se confortant mutuellement, il est désormais envisagé comme un droit de l'individu. Il s'agit de favoriser directement l'accomplissement de la personne humaine, son développement intégral. La voie de l'épanouissement réside désormais dans l'égalité de tous dans la libre concurrence au sein du marché mondial et non dans une politique réalisée grâce au droit du développement. Cette nouvelle philosophie dominante est symbolisée par l'OMC. Réorienté par le libéralisme et la mondialisation de l'économie, le développement paraît ne plus avoir besoin d'intervention de l'Etat.

**ABSTRACT**

This paper focuses on the combination of three concepts: the fight against corruption, good governance and development, and reaches the conclusion that the abandonment of the rules of international development law and the reference to the concepts of good governance and the fight against corruption reveal a paradigm shift. The right to development has not denied itself, but its meaning and its contents have changed. While it was initially conceived as both an individual and collective right, its two components mutually reinforcing, it is now seen as an individual right. It promotes the fulfillment of the human person and its integral development. The path of development now lies in the equality of all in the free competition in the global market and not in a policy implemented through the right to development. This new dominant philosophy is symbolized by the WTO. Reoriented by liberalism and globalization of the economy, the development seems to not need government intervention anymore.